

présente que des différences de degré, mais aucune différence de nature avec la bourgeoisie contemporaine qui, elle aussi, continue à développer les forces productives, surtout dès qu'elle peut s'assurer d'une domination illimitée sur le prolétariat, comme l'exemple de l'Allemagne nazie et du Japon le prouvent. (38) La bureaucratie est partie intégrante du système mondial d'exploitation et en tant que telle participe à sa décadence générale.

Si le marxisme a qualifié la bourgeoisie de force historique progressive, il l'a fait dans une période où la lutte sociale se déroulait entre la stagnation absolue que représentait la féodalité, et le développement énorme qu'amenait la domination capitaliste; il l'a fait à une époque où la révolution prolétarienne mondiale était encore impossible, plus précisément, où sa possibilité ne pouvait être donnée que par le développement préalable de l'économie et du prolétariat que seule la bourgeoisie pouvait accomplir. Mais aujourd'hui le choix n'est pas entre la bureaucratie et la bourgeoisie; il est entre les régimes d'exploitation, bourgeois ou bureaucratiques, et la révolution prolétarienne. On ne peut qualifier la domination bureaucratique de « progressive » que si l'on affirme que le prolétariat est incapable d'assurer lui, par ses méthodes et son pouvoir, un développement plus ample et plus profond des forces productives. Aujourd'hui, la comparaison ne se pose pas entre la stagnation féodale et le développement capitaliste; elle se pose entre le piètre et misérable développement basé sur l'exploitation, bourgeoise ou bureaucratique, et le développement immense, basé sur l'épanouissement des forces créatrices de l'homme, que seul le pouvoir prolétarien mondial peut assurer. Ce n'est donc pas par hasard si la contestation de la capacité du prolétariat à être classe dominante est la pierre angulaire de l'idéologie bureaucratique, car c'est cette idée mystificatrice qui peut donner un semblant de justification à la domination de la bureaucratie et son exploitation des travailleurs.

(38) Si le critère de la « progressivité » d'un régime social était simplement le fait qu'il développe les forces productives, les ouvriers devraient arrêter leur lutte contre l'exploitation dans tous les cas et toutes les fois où le produit de cette exploitation sert à l'accumulation; plus concrètement, il faudrait même conseiller aux ouvriers français ou américains d'accepter n'importe quelle baisse de salaire, à condition d'être assurés que les capitalistes investissent dans la production la plus-value ainsi extraite.

## LE REGIME POLITIQUE

« Sur les 524 députés à l'Assemblée Fédérale et au Conseil des Peuples, 404 sont membres du P.C.; sur 1.062 députés aux Assemblées républicaines, 170 seulement ne sont pas membres du P.C. Dans les Comités populaires des villages, des villes et des arrondissements, 42.527 délégués sont membres du P.C. De même, tous les postes dirigeants dans l'appareil administratif et économique ont été occupés par les cadres éduqués par le parti avant la guerre et dans la rude période de guerre... Quelles étaient les sources des cadres pour l'appareil administratif qui se développait rapidement, pour notre économie socialiste, pour l'activité sociale, politique et culturelle en général? Ces sources étaient tout d'abord les organisations du Parti et les organes du pouvoir populaire... Deuxièmement, ces sources se trouvaient dans l'armée. Sans affaiblir sa combativité on a pu démobiliser un grand nombre d'officiers et de soldats et on les a placés aux postes dirigeants de l'appareil d'Etat... Il convient de souligner également que dans les entreprises et les organisations syndicales des cadres, sortant des rangs de la classe ouvrière, se formaient rapidement, en premier lieu des cadres dirigeants pour nos entreprises économiques... Dans les seules années 1947 et 1949, on a réparti aux postes dirigeants de l'appareil administratif fédéral, 1.023 membres du Parti, pris dans les organisations du Parti et dans l'armée yougoslave. Pour l'appareil des administrations républicaines (c'est-à-dire des républiques fédérées), on a réparti aux postes dirigeants 925 membres du parti... Le parti a également accordé une attention particulière aux cadres de la direction de la Sûreté d'Etat... Néanmoins, malgré la formation de l'appareil administratif et économique de l'Etat, le Parti n'aurait pas pu assurer la mobilisation des masses populaires... sans le vaste réseau des organisations du Front Populaire (qui compte 6.608.423 membres), des syndicats (qui comptent 1.300.000 ouvriers et employés organisés et qui sont inclus dans le nombre précité des membres du Front Populaire) des organisations de la jeunesse (où sont organisés 1.415.763 jeunes gens et jeunes filles), du Front antifasciste des femmes, des coopératives, etc... Les communistes qui se trouvent dans les directions des organisations de masse sont la meilleure garantie que le Parti, au moyen des formes de travail mentionnées et d'autres encore, assurera la mobili-

sation des masses laborieuses pour la réalisation des tâches assignées... Nous sommes sortis de la guerre avec 141.066 membres du parti, et le 1<sup>er</sup> juillet de cette année 1948, nous avons 468.175 membres du parti, 51.612 candidats (stagiaires) et 351.950 membres de la Fédération de la Jeunesse Communiste de Yougoslavie.»

Cette description sobre de la situation politique en Yougoslavie, faite par l'homme le plus compétent du monde en cette matière, le maître policier du régime Tito Alexandre Rankovitch, (39) peut se passer de commentaires. Essayons simplement de formuler d'une manière plus générale le contenu de cette description.

Le parti « communiste » domine absolument la vie politique du pays. C'est parmi ses membres que se recrutent presque exclusivement les membres des Assemblées « souveraines », tous les dirigeants de l'administration et de l'économie, les dirigeants des organisations des masses. Ces dernières sont enrégimentées dans des organisations, dont les deux principales (le Front Populaire et les Jeunesses) comptent plus de huit millions d'adhérents (sur une population totale de moins de seize; ceci donnerait en France une organisation de plus de vingt millions); donc, abstraction faite des enfants et des vieillards, deux citoyens sur trois pour les deux sexes. Ces organisations de masse sont un des principaux moyens du parti pour tenir la population en mains. Le recrutement de la nouvelle bureaucratie s'effectue à un rythme assez rapide, les membres du parti ayant plus que triplé entre 1944 et 1948. Actuellement, membres du parti, stagiaires et membres des jeunesses forment un total de presque 900.000 individus, soit, compte tenu des familles, plus de 10 p. 100 de la population totale. Un bon nombre des nouveaux « cadres » sortent des rangs du prolétariat; absorbés dans la nouvelle couche dirigeante, liés aux prérogatives et aux privilèges du pouvoir, inamovibles aussi longtemps qu'ils seront fidèles serviteurs du nouveau régime, ils oublieront pour la plupart rapidement leurs origines.

Quant au régime interne de ce Parti, aucun doute ne peut exister sur son caractère monolithique et totalitaire. Témoin — s'il en faut — l'absence de toute discussion, de toute tendance politique. (40) Témoins la rapide liquidation même de

(39) « Le travail d'organisation », rapport présenté au V<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de Yougoslavie. (Le Livre Yougoslave, 1949, p. 50-58. Les passages soulignés le sont par nous.)

Hebrang et de Youyovitch, devenus du jour au lendemain, des dirigeants du parti, « hypocrites pernicious, traîtres, instruments aux mains de l'ennemi de classe, calomniateurs et ennemis du parti et du pays » (A. Rankovitch, l.c., p. 79). Pourtant Hebrang et Youyovitch étaient tout simplement des partisans, des agents, si l'on veut, du Kominform et de l'U.R.S.S., c'est-à-dire du pays qu'au même moment Rankovitch qualifiait de « patrie du socialisme ». Le fait que Rankovitch se soucie de la cohérence de ses accusations comme de sa première chemise, montre suffisamment qu'il est un authentique héritier de la tradition stalinienne et que les méthodes qui prévalent dans le P. C. yougoslave sont exactement celles du Guépéou.

L'épuration lente, mais continue des cadres dirigeants, épuration qui se fait dans le silence ou dans le mensonge, est un des indices du caractère policier du régime. Ainsi, pendant l'automne 1948, étaient destitués le général Yovanovitch — un des chefs les plus importants de l'armée —, les ambassadeurs yougoslaves à Bucarest, à Téhéran, au Caire, des hauts fonctionnaires des ambassades de Sofia et de Budapest, cinq ministres de Monténégro et trois ministres de Bosnie et Herzégovine. (41) Pendant l'hiver 1948-1949, une vague d'épurations était signalée à Monténégro; le 14 janvier 1949, cinq membres du gouvernement croate étaient destitués; au mois de mars, une épuration du gouvernement serbe avait lieu, et Jacob Loutzati, ministre adjoint de l'industrie et du bois, était condamné à huit ans de travaux forcés pour « sabotage ». (42) Au mois de mai 1949, on apprenait un deuxième remaniement du cabinet croate, avec élimination de deux nouveaux ministres. (43) Cette liste n'est évidemment pas limitative. Il va sans dire qu'aucune explication n'est d'habitude donnée sur les raisons de ces éliminations.

Mais le plus instructif, ce sont les dépêches triomphales de l'agence Tanyug sur les repentirs spontanés et spectaculaires des adversaires du régime. Nous ne pouvons pas résister à la tentation de donner un spécimen du genre :

« Belgrade, 5 octobre 1949. Par un décret du ministre de l'Intérieur, 713 anciens détenus que les pouvoirs compétents avaient envoyés au travail social pour leur activité kominformiste ont été amnistiés, étant donné que par leur travail et

(40) Les membres du Comité Central furent élus au V<sup>e</sup> Congrès (juillet 1948) avec des votes de 2.318, 2.319, 2.316, 2.314, 2.322 voix sur 2.323 votants ! (A.F.P., n<sup>o</sup> 199, 7 août 1948, p. 20-21.)

(41) A.F.P., n<sup>o</sup> 217, 11 décembre 1948, p. 28-29.

(42) A.F.P., n<sup>o</sup> 235, 16 avril 1949, p. 3.

(43) A.F.P., n<sup>o</sup> 239, 14 mai 1949, p. 26.

leur attitude ils ont prouvé que les mesures coercitives qui leur ont été appliquées ont été efficaces (!). Toutes les personnes visées par le décret ont expliqué le désir unanime de travailler bénévolement à l'autostrade Belgrade-Zagreb jusqu'à l'achèvement de cet important objectif du plan quinquennal... Les amnistiés ont fait des discours exprimant leur dévouement à Tito, au Parti et au peuple et remerciant le parti communiste qui leur a permis de comprendre, etc., etc. » (44)

La conversion « spontanée » des opposants politiques est une vieille méthode des régimes policiers. Quant à l'« efficacité » des camps de travail forcé de M. Rankovitch, nous n'en avons jamais douté.

## LA POLITIQUE ETRANGERE

Avant la rupture avec le bloc russe, la politique extérieure de la bureaucratie yougoslave présente peu de particularités. Les délégués yougoslaves sont les brillants seconds des délégués russes à l'O.N.U., l'aide accordée par la Yougoslavie aux partisans staliniens en Grèce est la principale base matérielle de la résistance de ceux-ci. La seule question particulière qui se pose pendant cette période est la « Fédération des Slaves du Sud », projet par lequel les dirigeants titistes essaient d'annexer à leur Etat la Macédoine grecque et la Bulgarie. (45) A travers cette extension de l'aire de leur domination, les bureaucrates yougoslaves escomptaient un renforcement qui leur permettrait de mieux résister à l'emprise russe. Les réticences des bureaucrates bulgares (bien que Dimitrov semble avoir été partisan de cette Fédération), mais surtout le veto russe ont empêché la réalisation du projet.

Après la rupture avec le Kominform, la politique étrangère du gouvernement de Belgrade a été surtout déterminée par le besoin de chercher des appuis contre la pression russe. Ces appuis ne pouvaient évidemment se trouver que du côté

(44) Tanyug, Bulletin d'Informations, n° 40, 6 octobre 1949. Voir d'autres spécimens de l'efficacité de la police de Rankovitch pour amener au repentir les récalcitrants dans les n° 45, 74 et 82 du même bulletin.

(45) Selon le projet yougoslave, la Bulgarie deviendrait le septième Etat de la Fédération, ce qui donnait évidemment au P.C. Yougoslave la domination absolue sur cette agglomération. V. A.F.P., n° 233, 2 avril 1949, p. 5 et suivantes.

américain. Nous analysons plus loin les facteurs qui permettent à la bureaucratie yougoslave, aussi longtemps que dure l'interlude pacifique actuel, de jouer sur l'équilibre des forces existant dans le monde, et de jouir pour ainsi dire de la protection américaine sans avoir à la demander elle-même. Elle a dû, cependant, déjà donner des gages à Washington : en fermant la frontière aux partisans staliniens en Grèce, et en privant ainsi ceux-ci de la seule aide matérielle qu'ils pouvaient avoir, elle ne s'est pas simplement protégée d'avance contre une éventuelle — et plus ou moins chimérique — utilisation de ces partisans par le Kremlin pour une incursion en Yougoslavie; elle a surtout donné une assurance aux Américains, au moment où elle négociait des crédits avec eux, sur sa rupture irrémédiable avec Moscou.

Mais l'aspect de la politique étrangère yougoslave sur lequel nous voulons nous arrêter quelque temps, parce qu'il jette une lumière définitive sur son caractère réactionnaire, c'est sa participation à l'O.N.U., plus exactement sa participation à la mystification des peuples à travers l'O.N.U., et sa conception des rapports internationaux en général. Ici aussi, il est préférable de laisser aux représentants authentiques du titisme la parole.

« Cette organisation (l'Organisation des Nations Unies), comme on sait, fut créée au cours de la phase finale de la guerre, afin que l'humanité ait la possibilité de sauvegarder et de renforcer la paix qu'elle avait gagnée... C'est précisément pourquoi l'Organisation des Nations Unies obtint dès les premiers jours de son existence, une autorité internationale et qu'elle suscita les espoirs sérieux de l'humanité pacifique quant aux perspectives de paix... Nous considérons que cette organisation, malgré ses grandes faiblesses, est tout de même utile et qu'elle peut servir comme un obstacle sérieux sur le chemin de ceux qui sont prêts à jeter l'humanité dans la catastrophe d'une nouvelle guerre mondiale pour satisfaire leurs buts égoïstes. C'est pourquoi la Yougoslavie reste fidèle à ses engagements d'Etat membre des Nations Unies, fidèle aux principes de la Charte, et c'est pourquoi elle contribuera également à l'avenir, par sa coopération active, au maintien et au développement de cette Organisation. » (46)

C'est ainsi que la bureaucratie yougoslave « coopère activement » à cette entreprise de mystification des peuples qu'est

(46) E. Kardelj, La politique extérieure de la Yougoslavie, Le Livre Yougoslave, p. 17-20.

l'O.N.U., instrument de domination de quelques grands impérialismes sur l'immense majorité de la population de la terre et moyen d'endormir les travailleurs par des discours et des résolutions sur la « paix » et le « désarmement », jusqu'à la veille de la guerre. (47)

Mais la bureaucratie yougoslave ne participe pas seulement à la nouvelle Sainte Alliance; elle n'essaie pas seulement d'en dorner le blason aux yeux des masses; elle veut lui donner un caractère efficace. Témoins les articles suivants d'une « Déclaration des Droits et des Devoirs des Etats », proposée au vote de l'O.N.U. par les délégués yougoslaves en 1949 (48) :

Art. 12 : « Chaque Etat a le devoir de s'abstenir de provoquer, d'organiser, d'encourager ou d'aider les guerres civiles, les troubles ou les actions terroristes sur le territoire d'un autre Etat, de même que d'empêcher sur son territoire les activités visant à provoquer, organiser, encourager ou aider des guerres civiles, troubles ou actions terroristes dans d'autres états... »

Art. 14 : « Chaque Etat a le devoir d'empêcher ou de punir toute activité ou propagande sur son territoire qui tendrait à... s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats. »

Si cette résolution de M. Kardelj était adoptée et effectivement appliquée, nous devrions être punis si nous écrivions par exemple : « Les mineurs américains ne doivent pas céder au chantage de Truman »; c'est là « encourager des troubles dans un autre Etat. » Bien que l'utilité de cette résolution, pour les bureaucrates yougoslaves, se trouve en ce qu'elle con-

(47) Dans la triste voie de la dégénérescence, qui les mène de l'opportunisme au reniement total et ouvert de la politique révolutionnaire, les dirigeants trotskistes ont découvert que la bureaucratie yougoslave « utilise correctement la tribune de l'O.N.U. ». (« La Vérité », 1-15 février 1950.) Est-il nécessaire de rappeler quelle fut l'attitude de la III<sup>e</sup> Internationale révolutionnaire face à la Société des Nations, dans laquelle cependant la domination des grands impérialistes était moins claire qu'elle ne l'est aujourd'hui sur l'O.N.U. ? « La Société des Nations, — même si elle se réalisait sur le papier — ne jouerait cependant que le rôle d'une sainte alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière... La « Société des Nations » est un mot d'ordre trompeur, au moyen duquel les socialtraîtres sur ordre du capital international divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste. Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste ». (« Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, Paris, 1934, p. 24. ) V. aussi l'appréciation de Trotsky sur l'adhésion de l'U.R.S.S. à la S.D.N. dans la « Révolution Trahie », p. 215-232, par exemple : « La S.D.N. défend le statu-quo; ce n'est pas l'organisation de la paix, mais celle de la violence impérialiste de la minorité sur l'immense majorité de l'humanité. » (ib., p. 227.) La nature de l'O.N.U. est-elle différente ? Il suffit de se rappeler le rôle de l'O.N.U. dans la question des colonies italiennes, de l'Indonésie, de la Grèce, etc.

(48) Tanyug, Bulletin d'Information, n° 42. Les passages soulignés le sont par nous.

damne d'avance toute immixtion russe en Yougoslavie, sa portée objective est beaucoup plus grande. Elle prouve tout d'abord que la bureaucratie yougoslave tient avant toute autre chose à sa tranquillité en Yougoslavie même. Pour l'assurer, elle demande l'adoption d'une mesure qui n'empêcherait jamais les impérialistes d'intervenir dans un autre pays contre une révolution, mais qui leur fournirait, si elle était adoptée, une couverture juridique de plus pour sévir contre les organisations révolutionnaires de leur propre pays, sous prétexte qu'elles « s'immiscent dans les affaires intérieures d'autres pays. »

## LA RUPTURE AVEC MOSCOU

Le facteur profond qui conduisit au conflit russo-yougoslave, l'opposition des intérêts des deux bureaucraties, se concrétisa surtout à travers trois éléments.

Tout d'abord, le projet yougoslave de la Fédération des Slaves du Sud, visant à l'extension de la domination yougoslave sur la Bulgarie et l'Albanie. Moscou ne pouvait supporter ni un relâchement de son contrôle direct sur l'économie balkanique, tel que l'aurait amené ce projet, ni le renforcement de la bureaucratie yougoslave, qui était déjà la plus forte parmi celles des pays satellites.

Ensuite, le plan quinquennal yougoslave, dont l'objectif essentiel est comme nous l'avons vu, l'accroissement du potentiel industriel et militaire du pays. Les déclarations de Tito à l'Assemblée fédérale en décembre 1948 font ressortir que Moscou n'a pas été favorable à ce plan d'industrialisation. Le maintien de la structure économique de la Yougoslavie d'avant-guerre, comme pays fournisseur de produits agricoles et de matières premières (minerais) à l'industrie russe et à celle des autres pays satellites (Tchécoslovaquie, Hongrie), telles semblent avoir été les exigences du Kremlin.

Enfin, les rapports économiques courants, concrétisés à travers les échanges commerciaux et la participation russe au « développement », c'est-à-dire l'exploitation de l'économie yougoslave, ont fourni un troisième motif du conflit. Les Yougoslaves ont été de moins en moins disposés à payer au Krem-

lin le tribut que versent les pays satellites sous le truchement des traités de commerce et des « sociétés mixtes » à participation russe.

### LA RUPTURE RUSSO-YOUGOSLAVE, EXPRESSION DES LUTTES INTERNES DE LA BUREAUCRATIE

C'est faire en vérité beaucoup d'honneur à Tito que de le considérer comme le seul dirigeant stalinien d'un pays satellite qui tint tête à Moscou. Son apparition en gros plan sur l'écran de l'actualité politique tend à masquer le fait que les émissaires directs de la bureaucratie russe ont abattu les membres des divers P.C. coupables ou suspects de « déviations nationalistes ». Faut-il citer Gomulka, Kostov, Rajk ? Faut-il recenser les épurations qui se succèdent depuis deux ans et à tous les échelons ? Bornons-nous à constater que certains staliens ont appris à leurs dépens que la « ligne » passe toujours par Moscou, d'où viennent les solutions des questions économiques et politiques de chaque pays satellite.

De même que la domination de l'économie occidentale par le capitalisme américain n'implique pas la disparition de combats d'arrière-garde les bourgeoisies nationales, de même la sujétion des « démocraties populaires » à la Russie n'interdit pas, à l'étape présente, des velléités d'action autonome de fractions bureaucratiques. En ce sens, on peut dire que le stalinisme, dans sa marche vers la domination mondiale, porte le « titisme » dans ses flancs. Le rapport de forces entre ces fractions et la bureaucratie russe lié à la conjoncture internationale (c'est-à-dire à l'évolution du rapport des forces entre les deux blocs) décident de l'issue des conflits dans les cas particuliers.

Il faut cependant préciser ces notions, car ce qui est impliqué dans la rupture russo-yougoslave est le problème des rapports entre états bureaucratiques, c'est-à-dire un aspect des plus importants de l'évolution de l'impérialisme dans la période actuelle.

Rappelons brièvement l'essentiel de l'analyse classique de l'impérialisme, telle qu'elle a été donnée par le léninisme. Le développement du capitalisme est dominé par la concentration du capital, qui rend nécessaire à la fois l'extension du marché

et l'inclusion dans le cycle capitaliste de la production des matières premières. Dans le cadre du capitalisme concurrentiel, cette expansion se fait par l'amplification du terrain de domination capitaliste et par une division internationale croissante du travail. Lorsque cependant la concentration arrive à la phase de la domination des monopoles, les possibilités d'une expansion de ce genre tendent à s'épuiser. En effet, les monopoles créent pour eux-mêmes des « chasses gardées », aussi bien pour la production des matières premières que pour l'écoulement des produits finis. Dès lors, l'expansion de chaque unité capitaliste ne s'oppose plus seulement à celle des autres, comme dans la concurrence, mais y trouve un obstacle quasi absolu. Deux problèmes sont par là même posés, étroitement liés : quels seront les rapports entre les monopoles, ou entre les États dominés par les monopoles ? Quels sont dans cette période les moteurs qui obligent les monopoles à poursuivre une politique d'expansion, malgré l'extinction de la concurrence dans son sens classique ?

La théorie du super-impérialisme, adoptée par Kautsky, affirmait qu'il était possible pour les différents monopoles ou États monopoleurs de parvenir à une entente « pacifique », prenant la forme soit d'un partage à l'amiable des terrains de chasse, soit d'une unification pacifique du capital mondial.

La critique violente adressée par Lénine contre cette conception ne contestait pas que cette possibilité existe dans l'abstrait ; en fait on pourrait ajouter que les cartels mondiaux, comme aussi les intervalles « pacifiques » pendant lesquels un partage du monde provisoire était accepté par les grands États impérialistes (49) sont des exemples de réalisation partielle de cette possibilité. Mais Lénine insistait à juste titre sur le fait que cette possibilité théorique ne pourrait jamais se réaliser à l'échelle générale et d'une manière permanente ; car la seule base concrète pouvant déterminer les modalités d'un tel partage du monde ou d'une telle fusion des fractions nationales du capital mondial est le rapport des forces entre les groupements capitalistes. Or, du fait du développement inégal des pays et des secteurs de l'économie capitaliste, de l'entrée en lice de nouveaux concurrents, etc., ce rapport des forces est en évolution constante. L'Allemagne par exemple, obligée par le rapport des forces existant en 1919, d'accepter le traité de Versailles, pouvait vingt ans plus tard, contester le « partage » qui

(49) Dans le sens que ce partage n'était pas pendant une période donnée remis en question par des moyens violents.

y était réalisé et tout remettre en question. Par conséquent, seule la force peut résoudre le problème posé par le fait que désormais l'expansion des uns ne pouvait se faire qu'au détriment des autres. D'où à la fois l'inéluclabilité des guerres dans le cadre du capitalisme des monopoles, le caractère impérialiste, c'est-à-dire réactionnaire, de ces guerres (pendant lesquelles il ne s'agit plus d'ouvrir des nouveaux champs d'expansion à la production capitaliste, mais d'augmenter les profits d'un groupe impérialiste aux dépens d'un autre) et l'attitude politique du défaitisme révolutionnaire.

Mais, pourrait-on se demander, pourquoi cette tendance du capital, et plus particulièrement au capital monopoleur, à l'expansion ? A cause, dit Lénine, de la nécessité où se trouvent les monopoles d'augmenter « leurs profits et leur puissance ». Ce qu'il faut voir dans cette réponse, ce ne sont pas des considérations psychologiques sur la « soif de profits » et la volonté de puissance de l'oligarchie financière, mais les nécessités mêmes de l'accumulation capitaliste, en définitive les contradictions insolubles du capital des monopoles. Ici une explication est nécessaire, car cette question est directement liée au problème qui nous occupe.

Les contradictions inhérentes à la production capitaliste sous toutes ses formes, sont à la fois intérieures et extérieures. Leur expression concrète évolue, mais leur contenu général reste le même pour toute la période capitaliste de l'histoire de l'humanité.

Si la production capitaliste n'était pas antagonique dans son essence la plus intime, si elle n'était pas basée sur l'exploitation, non seulement elle pourrait connaître une expansion sans limites, mais elle n'aurait pas besoin d'un terrain extérieur pour cette expansion. Inversement, pour un Etat capitaliste qui ne serait pas menacé par d'autres états, ses contradictions internes perdraient leur caractère explosif : un Etat capitaliste « isolé » pourrait se permettre — abstraction faite de la révolution — de stagner et de pourrir sur ses contradictions internes, sans que son impossibilité de dominer complètement la production lui crée une impasse absolue.

Mais c'est le contraire de ces deux hypothèses qui est vrai dans la réalité. La lutte entre les monopoles et les Etats impérialistes ne cesse pas, parce qu'en définitive leurs profits — donc la base de leur accumulation — sont des parts concurrentes qui doivent être prises sur le même total du profit ou de la plus-value mondiale. Mais cette lutte rend l'accumulation indispensable, que celle-ci soit orientée vers la production des

moyens de production ou celle des moyens de destruction. Par là même les contradictions internes de chaque Etat impérialiste prennent un caractère dynamique et explosif, qu'elles s'expriment par des crises de surproduction, la baisse du taux de profit ou la crise de la productivité du travail. Sous une forme ou sous une autre, la nécessité de sortir de cette impasse conduit inéluclablement à la guerre.

La guerre est donc l'expression de la tendance vers la concentration des forces productives, puisqu'elle résulte des contradictions nées de la division et de l'opposition entre les différentes unités du capital mondial. Mais elle est aussi et en même temps un des moteurs — en fait, le moteur le plus puissant — de cette concentration. Ceci sous une multitude d'aspects, dont les plus importants sont : la fusion nécessaire entre les divers secteurs de l'économie d'abord, entre économie, politique et stratégie ensuite, fusion dont la nécessité découle des conditions techniques de la guerre moderne elle-même ; l'élimination, à travers la guerre, de la soi-disante « indépendance » de tous les pays et Etats secondaires ; enfin, l'écrasement de vaincus, et le besoin, pour consolider la victoire, de les soumettre à une domination totale — ainsi d'ailleurs que les « alliés » les plus faibles — pouvant aller jusqu'à l'occupation militaire permanente de leurs pays.

Arrivée à ce stade, la lutte entre les molécules du capital mondial devient donc à la fois plus âpre et plus radicale que sous le régime de la concurrence. Mais de même que la concurrence ne se prolonge pas indéfiniment, mais aboutit à un premier palier de concentration exprimé par le monopole, de même la lutte violente entre groupements monopolistiques et Etats impérialistes ne peut pas se prolonger indéfiniment sous des nouvelles formes qui ne feraient que répéter le contenu précédent ; elle se situe chaque fois sur un plan plus élevé du point de vue de la concentration. Ainsi, la première guerre impérialiste a rompu l'équilibre relatif existant précédemment entre les puissances ou les coalitions de puissances impérialistes, et le nouveau « partage » du monde formulé dans le traité de Versailles a signifié en fait l'exclusion des vaincus de tout partage ; les colonies et les sphères d'influence des Empires centraux étaient annexées par les puissances de l'Entente. Du moins, les vainqueurs avaient-ils laissé après cette victoire les vaincus relativement « libres et indépendants » chez eux.

Dans la deuxième guerre impérialiste, ce qui était impliqué n'était plus le simple « repartage » des colonies : les territoires métropolitains et l'existence politique « indépendante »

des grands pays impérialistes eux-mêmes étaient en question. L'« Europe » hitlérienne fut la première ébauche de ce que la victoire des Alliés russo-américains allait réaliser : la domination directe des vainqueurs sur les pays vaincus sous tous les aspects, politiques, économiques, idéologiques.

L'objectif de la troisième et dernière (50) guerre impérialiste, qui se prépare actuellement, sera si l'on veut le même que celui de la deuxième guerre, mais cette fois-ci à l'échelle universelle : dans l'hypothèse d'un échec de la révolution, la guerre ne saurait s'achever autrement que par la domination mondiale totale d'un seul Etat. (50 bis)

Si l'on admet ainsi que le développement du capitalisme ne s'arrête pas à la phase monopolistique, et que la concentration se développe vers une phase supérieure caractérisée par la fusion du capital et de l'Etat à l'échelle nationale, par la

(50) Nous disons : dernière guerre impérialiste, et non dernière guerre tout court. Cette guerre aboutissant à la domination mondiale d'un seul Etat, poserait par là même les bases d'une concentration mondiale du capital, et par là ouvrirait la voie — dans l'hypothèse d'une défaite de la révolution — à une évolution historique et sociale qui s'éloignerait de plus en plus du régime actuel. Nous ne pouvons pas ici examiner ce que pourraient être les moteurs et les formes des luttes violentes au sein de la classe dominante dans une telle société; une chose cependant est certaine, qu'il ne s'agirait plus de guerres impérialistes, au sens scientifique précis de ce terme.

(50 bis) Ce qui serait, si l'on veut, le « supériorisme », avec cette différence, qu'il n'aurait été réalisé que par l'élimination des impérialismes les plus faibles à travers les étapes successives d'une lutte violente. La mystification contenue dans la conception de Kautsky sur le « supériorisme » était l'idée de la possibilité d'une entente pacifique, d'un partage stable du monde à l'amiable entre les Etats impérialistes. Lénine affirmait qu'une telle entente pacifique était impossible, et l'histoire a prouvé qu'il avait raison. Mais il se trompait en pensant que les rapports de force entre Etats impérialistes seraient constamment et éternellement changeants, et que donc, jusqu'à la victoire de la révolution, les guerres impérialistes se succéderaient les unes aux autres sans qu'il soit changé autre chose que le nom des vainqueurs et des vaincus. De même qu'à travers la concurrence aboutissant à la concentration s'affirme la suprématie définitive d'un groupement capitaliste sur les autres — et cette suprématie implique un tel rapport de force, qu'il est de plus en plus difficile de la remettre en question —, de même à travers les guerres se réalise une concentration internationale aboutissant à une accumulation de force telle que des « modifications » ultérieures du rapport des forces deviennent quasi impossibles. En 1913, ou même en 1921, abstraction faite de la compatibilité des objectifs économiques et politiques, plusieurs combinaisons militaro-politiques étaient possibles : Etats-Unis, Angleterre, France, Italie, Allemagne, Japon, pouvaient s'allier de plusieurs manières mais toujours de sorte que sur le plan « technique » de la guerre il en sorte deux — ou plusieurs — coalitions viables. Le changement de place d'un des alliés ou même d'Etats secondaires, dans ces combinaisons, pouvait modifier le rapport de force fondamental. Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule force pouvant résister aux Etats-Unis, c'est la Russie. Jamais les autres pays capitalistes ne pourraient se coaliser contre les Etats-Unis tout seuls : le rapport des forces est devenu trop écrasant. De quelle « modification du rapport des forces » au sein du monde occidental peut-on parler, lorsque la France ne peut équiper dix divisions qu'avec les surplus américains, qu'elle ne peut même pas payer ? A ceci s'ajoute qu'une telle coalition est exclue d'avance non seulement à cause des intérêts économiques, mais à cause du contrôle préalable exercé par les deux grands impérialismes, américain et russe, sur les Etats de leur zone. Enfin, il ne faut pas oublier l'importance de la monopolisation à 95 % des techniques militaires décisives et des possibilités économiques qui en forment la base par les Etats-Unis et la Russie.

domination mondiale d'un seul Etat à l'échelle internationale, la question des rapports entre Etats dans la période actuelle, comme aussi la question dite « nationale » se posent sous un angle différent qu'en 1915. Nous allons envisager rapidement les grandes lignes de cette transformation, pour insister surtout sur les rapports entre Etats bureaucratiques pour lesquels l'évolution depuis 1945, et singulièrement le conflit russo-yougoslave, offrent un riche matériel d'investigation.

1° Dans la période actuelle, le développement économique des pays coloniaux traditionnels et l'entrée des masses coloniales en action entraîne une modification des formes de domination impérialiste sur les pays arriérés et secondaires. La forme coloniale traditionnelle tend à être dépassée et remplacée par la constitution des derniers états « nationaux ». Sur le plan social, ce processus s'accompagne d'un relatif renforcement de la bourgeoisie locale ou de l'apparition d'une bureaucratie « nationale ». Mais en réalité, cette « indépendance » formelle ne signifie qu'un accroissement de la dépendance par rapport à l'impérialisme dominant; la vraie portée du phénomène ne peut être comprise que lorsqu'on voit que les pays antérieurement « indépendants », y compris les puissances impérialistes coloniales, tombent eux-mêmes dans la dépendance par rapport à l'impérialisme américain. Bien qu'une stratification très complexe dans la structure des rapports internationaux se fasse jour, dans laquelle toutes les formes intermédiaires existent (les rapports entre les Etats-Unis et l'Angleterre, d'une part, cette dernière et le Nigéria par exemple, d'autre part, offrent deux cas-limites de ces rapports), ces différences tendent de plus en plus à s'amenuiser et à être subordonnées à l'opposition fondamentale entre un Etat impérialiste dominant et la masse des pays vassalisés sous une forme ou sous une autre. Comme dans tous les domaines, l'expression la plus pure du phénomène se trouve dans la zone bureaucratique, dans la domination absolue de la Russie sur ses satellites;

2° L'exploitation par l'exportation des capitaux tend à être remplacée par l'exploitation directe. La raison en est que les facteurs de crise à long terme de l'économie capitaliste, exprimés dans la baisse du taux de profit, commencent à prendre le pas sur les facteurs de crise à court terme (crises de surproduction). La pléthore relative de capitaux de la période précédente fait place à une pénurie relative de capitaux, dont la raison est que l'ampleur limitée du surproduit, miné par la crise de la productivité du travail, est incapable de faire face

à la fois à la consommation improductive des classes exploiteuses, et aux besoins énormes d'accumulation créés par la technique moderne. A l'unique exception des Etats-Unis (et là encore, il faudra faire de multiples réserves), les autres pays impérialistes sont non seulement dans l'impossibilité matérielle d'exporter des capitaux, mais même de résoudre les problèmes de leur propre accumulation. L'exploitation des pays secondaires prend donc de moins en moins la forme indirecte de profits retirés d'investissements et de plus en plus la forme directe de prélèvements sans contre-partie par l'impérialisme dominant (51) de valeurs produites sur place.

Ces considérations générales nous offrent une base pour résoudre le cas particulier des rapports entre la Russie et ses Etats satellites. Il serait complètement faux d'identifier ces rapports à des rapports coloniaux classiques. Ce n'est pas de la forme juridique cette dépendance que nous voulons parler ici — de ce point de vue, ces pays sont restés « indépendants » — mais du contenu économique. L'exploitation de ces régions ne se fait pas par l'« exportation de capitaux russes », mais essentiellement par un « tribut » élevé par la Russie, sous un truchement ou un autre, sur la production locale. Les satellites ne servent pas de « débouchés » à une surproduction russe qui n'existe pas, mais leur production est dirigée vers le colmatage de trous de l'économie bureaucratique russe, en sous-production chronique par rapport à ses besoins. Si nous pouvons utiliser le terme d'« impérialisme bureaucratique », comme exprimant la nécessité d'expansion pour le capital d'Etat, et en soulignant les différences qui l'opposent à l'impérialisme du capital financier, c'est uniquement dans la mesure où les rapports de production en Russie sont des rapports d'exploitation, exprimant la forme la plus développée à la domination du capital sur le travail, donc dans la mesure où les contradictions propres du régime bureaucratique — et fondamentalement son incapacité à résoudre le problème du développement d'une production basée sur l'exploitation intense des producteurs — l'amènent nécessairement à rechercher une issue à ces contradictions sur le plan mondial. La forme et le contenu de cette domination d'un impérialisme bureaucratique sur les pays satellites sont déterminés fondamentalement par

(51) Ainsi disparaît un des derniers aspects « progressifs » de l'exploitation capitaliste sur le plan économique. L'exploitation intense des pays et des travailleurs coloniaux se faisaient dans la période classique à travers l'exportation du capital, donc à travers des investissements qui conduisaient à un certain développement de l'économie des pays en question. Ce développement ne s'arrête pas dans la période actuelle, mais ce n'est plus l'exportation de capital métropolitain qui en est le moteur.

sa propre structure économique. Dans ce sens il devient clair que la contradiction économique fondamentale du capitalisme bureaucratique s'exprimant par la sousproduction relative (et non pas par la surproduction relative), celui-ci est amené à rechercher non pas des débouchés, mais des pays à spolier. D'autre part l'étatisation et la planification de l'économie du pays dominant impliquent une transformation analogue dans l'économie des pays dominés. La pénétration du capital dans les pays arriérés entraîne la dislocation des rapports précapitalistes, la domination impérialiste dans ces pays ne pouvant exister que dans la mesure où des rapports capitalistes s'y substituent graduellement aux rapports féodaux, ce qui d'ailleurs amène, en retour, une opposition croissante entre la nouvelle bourgeoisie locale ainsi développée et le capitalisme métropolitain. De même la domination de l'impérialisme bureaucratique sur d'autres pays entraîne nécessairement l'éviction des rapports bourgeois traditionnels et la création d'autres rapports, exprimés par l'étatisation et la planification, seules formes économiques compatibles avec cette domination. Dans ce sens, ce que l'on a appelé l'assimilation structurelle (et qui ne signifie pas l'absorption juridique pure et simple) des pays de l'Est européen par la Russie, c'est-à-dire la transformation de leur structure économique dans le sens des structures prévalant en Russie, était pour la bureaucratie russe en premier lieu une nécessité économique, indépendamment, si l'on peut dire, des nécessités politiques et du développement propre de ces pays. Sans cette transformation, l'exploitation normale et permanente de ces pays par Moscou eût été impossible. En revanche, cette transformation et cette exploitation entraînent l'apparition de nouvelles contradictions, dont la crise russo-yougoslave fut jusqu'ici l'expression la plus claire.

Ces contradictions s'expriment par la lutte, latente ou ouverte, entre les différentes bureaucraties nationales, et principalement entre la bureaucratie russe et les bureaucraties des pays satellites.

En raisonnant abstraitement, on pourrait dire que de même que la concentration du capital au sein de la concurrence s'accompagne de la tendance contraire vers la « diffusion » du capital, de même que la concentration internationale de l'économie et du pouvoir se développe parallèlement à des forces qui s'y opposent, de même que ces forces centrifuges, sur le plan d'une économie nationale ou de l'économie mondiale peuvent prendre temporairement le dessus, la loi de